

Pour un grand Stade Mandela à Bordeaux !

Dès juin dernier, j'ai proposé au Conseil municipal que la ville de Bordeaux honore la mémoire du premier Président noir d'Afrique du Sud, prix Nobel de la paix, symbole de la lutte contre les discriminations et pour les droits de l'homme, en baptisant le Grand Stade (livré en 2015), du nom de Nelson Mandela.

En quatre mois, plus de 1000 citoyens signaient la pétition lancée sur mon blog (1). Des personnalités comme Lilian Thuram, Karfa Diallo, Hamid Benmahi (2) signaient. Un vrai débat est né. Pourquoi Mandela, pourquoi à Bordeaux, comment se passer du « naming » finançant une partie du stade ?

Ne pouvant rester l'arme au pied, Alain Juppé propose en septembre que c'est le futur Pont sur la Garonne (dit JJ.Bosc) qui portera le nom de Mandela (en 2018).

Samedi, c'est le président de la communauté urbaine (CUB), Vincent Feltesse, muet jusqu'alors, qui dit sa « préférence » pour un grand Stade Mandela... contre l'avis de ses colistiers verts et PS.

Pas simple l'affaire, car l'appeler Mandela, c'est requestionner le montage financier et le naming qui apporterait 2,5 millions € par an. Lille a su le faire. Bordeaux n'a-t-elle pas là l'occasion à la fois d'éviter l'outrance de la marchandisation du sport et d'exporter le nom de son stade avec Mandela comme ambassadeur ? Quel rayonnement pour Bordeaux qui deviendrait ainsi la première grande ville européenne avec un Stade du nom de Mandela !

Ne cachons pas qu'il y a débat à gauche, certains nous rétorquant que « le foot-business n'a qu'à se payer lui-même son grand stade », que les pouvoirs publics ont d'autres priorités. Mais si les collectivités locales sont dans une situation budgétaire difficile, ce n'est pas d'avoir trop investi dans les équipements sportifs, fussent-ils de haut niveau. Non, c'est parce que les gouvernements Fillon / Juppé ont offert 7,5 milliards d'euros aux grandes entreprises en supprimant la taxe professionnelle, parce que le gouvernement Ayrault poursuit cette logique en réduisant massivement les dotations aux collectivités et en offrant 20 milliards d'euros aux entreprises sous forme d'exonérations. C'est bien l'austérité qui pousse à la multiplication des partenariats public-privé, pour les grands équipements. On commence à se rendre compte que la fièvre libérale du recours aux PPP tue, à moyen terme, les finances publiques.

C'est pourquoi, depuis l'origine, les élus communistes de l'agglomération ont contesté le montage financier du Grand stade de Bordeaux, qui laisse les mains libres au club professionnel des Girondins et à leur actionnaire majoritaire, M6. Pour nous un stade, fût-il résidence d'un grand club professionnel, doit rester un équipement sportif à maîtrise publique, dans lequel toutes les pratiques sont promues : professionnelles, amatrices, de loisirs ou scolaires, avec toute sa place au sport féminin.

Parce que Nelson Mandela avait bien compris le rôle du sport, de la culture et de l'éducation pour l'émancipation des peuples, il est juste que Bordeaux, ville au passé controversé, donne son nom à cet équipement.

Nous allons donc poursuivre ce combat. Et pour faire reculer la loi du fric dans le sport. Et pour la mémoire de Madiba.

Vincent Maurin,

Elu communiste de Bordeaux, candidat du Front de gauche à l'élection municipale

(1) www.vincentmaurin.fr

(2) Karfa Diallo est président de la fondation pour un mémorial bordelais de la traite des noirs. Hamid Benmahi, chorégraphe, était le directeur artistique de Novart 2013.